

Les petits partis plangent sur la réforme du mode de scrutin

le 29 janvier 2010 à 16:49 | source: Tahitipresse |

Ils étaient huit partis, vendredi matin à Papara, à avoir répondu à l'invitation de Bruno Sandras pour discuter des modifications à apporter au mode de scrutin. Si sur les objectifs de représentativité, de majorité et de stabilité, les participants semblent d'accord, les moyens de les atteindre diffèrent. Le député-maire de Papara souhaite maintenant élargir cette réflexion à tous les autres partis.

Sur invitation du député-maire, Bruno Sandras, huit leaders ou représentants de partis politiques ont participé à une réunion de travail sur la réforme du mode de scrutin ce vendredi matin. Cette proposition faite le 4 janvier dernier, par Bruno Sandras "en tant que député", avait pour objectif selon lui, de "démontrer à l'opinion publique que les responsables politiques pouvaient se retrouver, réfléchir, et dégager une solution qui ferait un consensus, et ce, sans que personne ne puisse dire ne pas avoir été entendu".

Étaient donc représentés le Tiatau de Béatrice Vernaudo, Rautahi de Jean-Christophe Bouissou, laora Porinetia de Teva Sylvain, Heiura les verts de Jacky Bryant, Porinetia Ora de Teiva Manutahi, No oe te Nuna'a de Nicole Bouteau, Taatira no te hau de Robert Tanseau, "le Mouvement des passeurs d'avenir" d'Aldo Tirao et bien évidemment, le parti créé récemment par Bruno Sandras, la hau Noa.

Une tournure "plus politique" depuis l'annonce de Nicolas Sarkozy

Selon ce dernier, cette initiative aurait pris "une autre tournure, plus politique", à la suite de l'annonce faite par le président Nicolas Sarkozy de vouloir engager une réforme du mode de scrutin en Polynésie française, dès cette année. La ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, qui arrive ce dimanche soir de métropole, tiendra d'ailleurs une réunion sur le sujet, lundi, en présence des leaders des groupes représentés à l'assemblée, et des parlementaires.

"Avec le programme actuel les formations politiques qui ne sont pas représentées à l'assemblée ne seront pas entendues", a déploré Bruno Sandras qui propose donc de présenter la synthèse du travail effectué à Papara vendredi à la ministre. Même son de cloche de la part de Nicole Bouteau, qui, dans un communiqué, "regrette vivement cette démarche sélective et demande à Madame le Ministre d'accepter la participation de politiques intègres et responsables, réellement motivés par notre Pays".

Objectifs : représentativité, majorité et stabilité

Ainsi, si les "grands" partis politiques - To Tatou Ai'a, Tahoeraa, UDSP - n'ont pas répondu à l'invitation de Bruno Sandras, "pour des raisons politiques" selon lui, ceux présents ont fait leurs propositions afin d'atteindre les objectifs fixés : une représentativité, une majorité et une stabilité.

Les nouvelles règles devront donc dégager une majorité sûre, stable, pérenne pour conduire les affaires du Pays, et une représentativité la plus proche possible de la réalité du terrain. Pour ce faire, différentes idées ont été avancées.

Si tous se retrouvent par exemple sur la nécessité de diminuer le nombre de représentants, ou le refus d'une circonscription unique, des propositions se démarquent. Maina Sage, de Rautahi, a ainsi martelé que ce n'était pas que le mode de scrutin qu'il fallait réformer, mais aussi le statut, avec une révision du fonctionnement des institutions, et qu'il serait nécessaire de penser à la décentralisation des archipels.

Un référendum sur le mode de scrutin

Pour Teiva Manutahi, c'est au peuple de décider du mode de scrutin par le biais d'un référendum. "En 2007, nous avons eu la réforme Estrosi menée par l'ensemble des partis, et jamais l'instabilité n'aura autant été au rendez-vous. J'ai le sentiment qu'on reproduit les mêmes erreurs : on écarte du débat la population", a-t-il expliqué. Et si tous s'accordent également sur le besoin urgent de voir les politiques se responsabiliser et changer de mentalité, Gilles Helme de No oe te Nuna'a va plus loin en demandant le même effort à la population. "Lorsqu'on voit le comportement de certains élus, et que pourtant, on vote de nouveau pour eux, est-ce que la population n'a pas aussi une part de responsabilité?" s'est-il-interrogé. Cette réunion de travail a permis de s'accorder sur les grandes lignes, mais la solution n'est pas encore trouvée, selon Bruno Sandras. D'autres rencontres devraient avoir lieu, même après le rendez-vous de lundi avec Marie-Luce Penchard. Les partis présents espèrent qu'à l'avenir, tous les partis y participeront.